

# **Contre Attaque FNSEA bien protégée ...Confédération paysanne en garde à vue ...PARIS : 52 PAYSAN·NES ARRÊTÉ·ES AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, LA FNSEA REÇUE À MATIGNON**

**Deux salles, deux ambiances. Alors que la contestation paysanne bat son plein depuis plusieurs semaines, c'est la FNSEA, le lobby de l'agro-industrie, qui n'a pas participé au mouvement, qui a été reçue par le Premier Ministre et qui a obtenu satisfaction à toutes ses demandes.**

Depuis près d'un mois, des milliers d'agriculteurs et agricultrices membres de la Confédération Paysanne – classée à gauche – et de la Coordination Rurale – proche de l'extrême droite – se battent contre le traité de libre échange du Mercosur et la politique sanitaire d'abattage des troupeaux sans distinction. Les paysan·nes ont bloqué des routes, envahi des lieux symboliques, occupé des périphériques, et ont systématiquement subi une forte répression. La FNSEA, qui représente les intérêts des gros exploitants, qui soutient le Mercosur et les abattages, et qui est accessoirement très proche du clan Macron, a été absente.

Pourtant, le 13 janvier, c'est la FNSEA qui a été invitée à Matignon. Peu avant, histoire de faire bonne figure et laisser croire que ce syndicat agit lui aussi sur le terrain, il a déversé 30 tonnes de pommes de terre devant l'Assemblée Nationale, et ses tracteurs ont pu entrer dans Paris. Zéro répression. Il s'agissait d'un petit spectacle bien orchestré entre la FNSEA et le pouvoir, pour reprendre la main sur le mouvement.

Et en effet, Sébastien Lecornu tweetait dans la foulée que l'agriculture subit «trop de règles» et «trop de normes», et annonçait une «loi d'urgence» reprenant toutes les revendications de l'agro-industrie. En clair, alors que le mouvement paysan demande plus de protections face au néolibéralisme et à la mondialisation, Lecornu et la FNSEA

accélèrent encore la course aux pesticides et au productivisme à outrance, ce qui tue les petits exploitants. Un enfumage intégral. C'était déjà le même scénario début 2024 : après des semaines de blocages et d'actions paysannes, le gouvernement avait réautorisé des produits toxiques et cédé à toutes les exigences de la FNSEA. Ou comment retourner un mouvement à l'avantage de l'agro-chimie, avec un cynisme total.

Le plus choquant est sans doute le deux poids deux mesures. Le 9 janvier, deux responsables de la Confédération Paysanne étaient interpellé·es après une opération escargot sur le périphérique parisien. Ce mercredi 14 janvier, ce sont 52 membres de la Conf' qui ont été arrêté·es et placé·es en garde à vue !

En effet, plus de 150 paysan·nes de toute la France ont envahi ce mercredi le Ministère de l'agriculture pour l'occuper. Une action non-violente, avec des banderoles déroulées à l'intérieur et sur les grilles du bâtiments, pour exiger «la décolonisation» de l'agriculture par les lobbies. Parmi les militant·es présent·es, une importante délégation de paysan·nes d'Outre Mer, particulièrement touché par l'agro-business et les pesticides. Ils et elles se retrouvent en première ligne de la mise en concurrence et du néocolonialisme, comme en témoigne le scandale du chlordécone dans les Antilles.

Pour cette simple action symbolique, la cinquantaine de personnes interpellées a été conduite en garde à vue. Parmi elles, les trois porte-parole nationaux de la Conf', deux secrétaires nationaux, le président de la chambre d'agriculture de Guyane et sa vice-présidente, le porte-parole de l'OPAM (l'organisation de Martinique), le secrétaire de la CGPER (La Réunion) et Morgan Ody, coordinatrice générale de la Via campesina.

Pour le gouvernement, il y a donc les bons et les mauvais agriculteurs. Les bons, c'est la FNSEA qui peut dévaster des préfectures et multiplier les violences, puisqu'elle soutient le capitalisme et une agriculture empoisonneuse liée aux géants du secteur. Les mauvais, c'est la Confédération Paysanne, qui se bat pour faire vivre une autre manière de produire, à taille humaine, plus respectueuse de la terre et de la population.